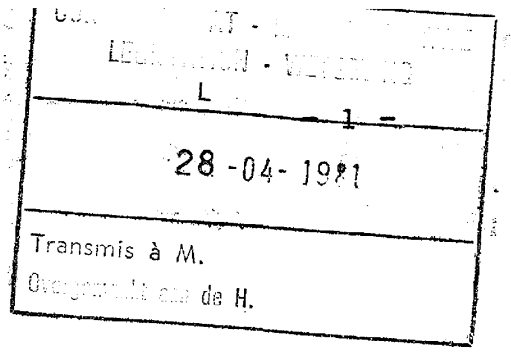


DS. L. 14.013/2.

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre des Postes, Télégraphes et Téléphones, le 16 mars 1981, d'une demande d'avis sur un projet de loi "portant modification des lois du 2 mai 1956 sur le chèque postal et du 26 décembre 1956 sur le service des Postes", a donné le 1er avril 1981 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 16e maart 1981 door de Minister van Posterijen, Telegrafie en Telefonie verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "houdende wijziging van de wetten van 2 mei 1956 op de postcheck en van 26 december 1956 op de Postdienst", heeft de 1ste april 1981 het volgend advies gegeven :

INTITULE.

L'intitulé serait mieux rédigé comme suit :

"Projet de loi modifiant la loi du 2 mai 1956 sur le chèque postal et la loi du 26 décembre 1956 sur le service des postes".

PREAMBULE.

L'arrêté royal de présentation du projet de loi fait défaut.

Le texte suivant est proposé :

"BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut,

Sur la proposition de Notre Ministre des Postes, Télégraphes et Téléphones,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

Notre Ministre des Postes, Télégraphes et Téléphones est chargé de présenter, en Notre nom, aux Chambres législatives, le projet de loi dont la teneur suit : ...".

Article 1er.

L'alinéa 2 du paragraphe 1er serait mieux rédigé comme suit :

.../...

"La disponibilité de fonds peut résulter d'une facilité de caisse octroyée conformément à la loi du 26 décembre 1956 sur le service des postes".

Le paragraphe 2, encore qu'il suive la rédaction du texte actuellement en vigueur, indique comme mention secondaire, celle de la somme à payer. Or celle-ci est normalement inscrite sur le chèque avant que l'on y appose la signature.

Par ailleurs, il conviendrait de préciser que le chèque postal doit être établi sur une formule délivrée par l'Office, de manière à éviter la présentation d'ordres qui seraient libellés sur papier libre et dont l'authenticité serait difficile à contrôler.

Enfin l'absence de l'une ou de l'autre mention ne devrait pas entraîner la nullité du document qui peut toujours servir de preuve ou de commencement de preuve entre le tireur et le bénéficiaire. Il serait préférable d'écrire, comme dans la loi uniforme sur le chèque, que le titre incomplet ne vaut pas comme chèque.

Le texte suivant est proposé :

"§ 2. Le chèque postal doit être établi sur une formule délivrée par l'Office. Il doit indiquer la somme à payer, être daté et être signé par le titulaire du compte de chèques postaux ou par son mandataire.

Le titre dans lequel une des énonciations indiquées à l'alinéa 1er fait défaut ou qui n'est pas établi sur une formule de l'Office ne vaut pas comme chèque".

.../...

Article 2.

Le liminaire devrait être rédigé comme suit :

"L'article 3 de la même loi est complété par l'alinéa suivant : ...".

L'alinéa en projet serait plus conforme aux intentions du Gouvernement, telles qu'elles ont été indiquées au Conseil d'Etat, dans la rédaction suivante :

"Sur la proposition du Ministre qui a la poste dans ses attributions et du Ministre des Finances, le Roi peut néanmoins permettre, aux conditions qu'Il fixe, que le chèque au porteur ou nominatif puisse être payé par des institutions financières ou de crédit appartenant aux catégories qu'Il détermine".

Article 4.

Pour les raisons exposées à propos du paragraphe 1er, alinéa 2, de l'article 1er en projet, remplaçant l'article 1er de la loi du 2 mai 1956, il y a lieu d'écrire, à l'alinéa 2, deuxième phrase, de l'article 5 en projet :

"Cette provision peut résulter d'une facilité de caisse octroyée conformément à la loi du 26 décembre 1956 sur le service des postes".

Dans l'article 5, alinéa 3, en projet, ce qui doit être permis n'est pas l'émission de chèques postaux payables sans vérification de la provision, mais le paiement de ces chèques sans vérification.

.../...

Le texte suivant est proposé :

"Sur proposition du Ministre qui a la poste dans ses attributions et du Ministre des Finances, le Roi peut, suivant les modalités qu'Il détermine :

1° autoriser le paiement de chèques postaux sans vérification préalable de la provision;

2° garantir le paiement de chèques postaux au bénéficiaire ou au porteur quel que soit le montant de la provision existante au moment de la présentation".

Article 5.

Aux alinéas 1er et 3, il serait préférable de maintenir l'expression "compte de chèques postaux", déjà utilisée à l'article 12 actuel de la loi du 2 mai 1956, et maintenue à l'article 1er, § 1er, en projet.

Les alinéas 3 et 4 seraient mieux rédigés comme suit :

"Il doit indiquer la somme à payer, être daté et signé par le titulaire du compte de chèques postaux ou par son mandataire. Ces mentions sont prescrites à peine de nullité.

L'avoir en compte disponible peut résulter d'une facilité de caisse octroyée conformément à la loi du 26 décembre 1956 sur le service des postes".

.../...

Article 6.

Le procédé utilisé par le projet et consistant à introduire deux phrases entre les lettres d) et e) de l'article 3 de la loi du 26 décembre 1956 ne se recommande pas, car l'ensemble de ces lettres ne constitue qu'une seule phrase.

La disposition nouvelle proposée sous la lettre g) doit faire l'objet d'une disposition distincte car elle n'a pas pour but de "charger" l'administration des postes de payer les chèques tirés sur d'autres institutions financières ou de crédits mais seulement de l'autoriser à le faire, après qu'elle aura conclu avec une ou plusieurs de ces institutions, une convention de réciprocité.

Le texte suivant est proposé :

"L'article 3 de la loi du 26 décembre 1956 sur le service des postes, modifié par la loi du 6 juillet 1971, est complété par la disposition suivante :

"Sur la proposition du Ministre qui a la poste dans ses attributions et du Ministre des Finances, le Roi peut, dans les limites et aux conditions qu'Il détermine :

1° autoriser l'administration des postes à accorder des facilités de caisse aux titulaires de comptes de chèques postaux;

2° prévoir que le solde créditeur et le solde débiteur d'un compte de chèques postaux peuvent être productifs d'intérêts;

3° autoriser moyennant réciprocité le paiement de chèques tirés sur les institutions financières ou de crédit appartenant aux catégories qu'Il détermine".

.../...

Article 7.

De la lecture de l'exposé des motifs (p. 3) relatif à l'article 7, il ressort que la disposition transitoire n'a d'autre objet que d'éviter que l'article 126 de l'arrêté royal du 12 janvier 1970 portant règlement du service postal manque de base légale aussi longtemps que le Roi n'aura pas pris de nouvelles mesures d'exécution de l'article 5 de la loi du 2 mai 1956, tel qu'il est modifié par la loi en projet.

Pour éviter toute hésitation quant à la portée de l'article, il serait préférable de le rédiger comme suit :

"L'article 126 de l'arrêté royal du 12 janvier 1970 portant réglementation du service postal est maintenu en vigueur jusqu'au moment de l'entrée en vigueur de l'arrêté royal prévu à l'article 5 de la loi du 2 mai 1956, tel qu'il est modifié par la présente loi".

OPSCHRIFT.

Het opschrift zou beter worden gelezen als volgt :

"Ontwerp van wet tot wijziging van de wet van 2 mei 1956 op de postcheck en van de wet van 26 december 1956 op de post-dienst".

AANHEF.

Het koninklijk indieningsbesluit ontbreekt.

De volgende tekst wordt voorgesteld :

"BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet,

Op de voordracht van Onze Minister van Posterijen, Telegrafie en Telefonie,

HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ :

Onze Minister van Posterijen, Telegrafie en Telefonie is gelast in Onze Naam, bij de Wetgevende Kamers het ontwerp van wet in te dienen, waarvan de tekst volgt : ...".

Artikel 1.

Het tweede lid van paragraaf 1 ware beter geredigeerd als volgt :

.../...

"De beschikbaarheid van fondsen kan voortkomen uit een overeenkomstig de wet van 26 december 1956 op de postdienst toegestane kasfaciliteit".

Paragraaf 2 volgt de redactie van de thans geldende tekst op de voet, maar geeft als bijkomende vermelding het te betalen bedrag op. Normaal wordt het bedrag op de check ingevuld eer die ondertekend wordt.

Voorts zou moeten worden gepreciseerd dat de postcheck moet worden gesteld op een door het Bestuur afgegeven formulier zodat wordt vermeden dat op gewoon papier gestelde orders worden aangeboden waarvan de echtheid moeilijk te controleren is.

Dat ergens een vermelding ontbreekt, tenslotte, zou niet mogen leiden tot de nietigheid van het document dat steeds als bewijs of als een begin van bewijs tussen de trekker en de gerechtigde kan dienen. Beter ware te zeggen, zoals in de eenvormige wet op de check, dat de onvolledige titel niet als check geldt".

Voorgesteld wordt :

"§ 2. De postcheck moet worden gesteld op een door het Bestuur afgegeven formulier. Hij moet het te betalen bedrag vermelden, en door de houder van de postcheckrekening of door zijn gemachtigde gedagtekend en ondertekend zijn.

De titel waarop een van de in het eerste lid aangeduide vermeldingen ontbreekt of die niet is gesteld op een formulier van het Bestuur, geldt niet als check".

.../...

Artikel 2.

De inleidende volzin zou als volgt geredigeerd moeten worden :

"Aan artikel 3 van dezelfde wet wordt het volgende lid toegevoegd : ...".

De hiernavolgende tekst voor het ontworpen lid zou de bedoeling van de Regering zoals ze aan de Raad van State is uiteengezet, beter weergeven :

"Op de voordracht van de Minister tot wiens bevoegdheid de posterijen behoren en van de Minister van Financiën, kan de Koning echter, onder de voorwaarden welke Hij vaststelt, toestaan dat de check aan toonder of op naam uitbetaald wordt door financiële of kredietinstellingen behorend tot de categorieën welke Hij bepaalt".

Artikel 4.

Om de redenen uiteengezet in verband met paragraaf 1, tweede lid, van het ontworpen artikel 1, dat artikel 1 van de wet van 2 mei 1956 vervangt, schrijve men in het tweede lid, tweede volzin, van het ontworpen artikel 5 :

"Dit beschikbaar tegoed kan voortkomen uit een overeenkomstig de wet van 26 december 1956 op de postdient toegestane kasfaciliteit".

Wat door toedoen van het ontwerp-artikel 5, derde lid, toegestaan moet worden is niet de uitgifte van postchecks die "betaalbaar zijn zonder voorafgaand nazicht van het beschikbaar tegoed" maar de uitbetaling ervan zonder verificatie.

.../...

De volgende tekst wordt voorgesteld :

"Op de voordracht van de Minister tot wiens bevoegdheid de posterijen behoren en van de Minister van Financiën, kan de Koning volgens regelen die Hij vaststelt :

1° de uitbetaling van postchecks zonder voorafgaande verificatie van het beschikbare tegoed toestaan;

2° de uitbetaling van postchecks aan de gerechtigde of aan toonder waarborgen, ongeacht het bedrag van het op het tijdstip van de aanbieding beschikbare tegoed".

Artikel 5.

In het eerste en het derde lid, behoudt men beter de uitdrukking "postcheckrekening" die reeds in het huidige artikel 12 van de wet van 2 mei 1956 gebruikt en in het ontworpen artikel 1, § 1, eerste lid behouden wordt.

Het derde en het vierde lid, zouden beter geredigeerd worden als volgt :

"Hij moet het uit te betalen bedrag aanduiden, gedagtekend en ondertekend zijn door de houder van de postcheckrekening of door zijn gemachtigde. Die vermeldingen zijn voorgeschreven op straffe van nietigheid.

Het beschikbare rekeningtegoed kan voortkomen uit een overeenkomstig de wet van 26 december 1956 op de postdienst toegestane kasfaciliteit.

.../...

Artikel 6.

Het door het ontwerp gebruikte procédé waarbij twee volzinnen worden ingevoegd tussen de letters d) en e) van artikel 3 van de wet van 26 december 1956, verdient geen aanbeveling want al die letters samen vormen slechts één volzin.

De voorgestelde nieuwe bepaling onder g) moet een afzonderlijke bepaling vormen want zij moet niet dienen om het bestuur der posterijen met de uitbetaling van de checks getrokken op andere financiële of kredietinstellingen te "belasten" maar alleen om het dat te laten doen nadat het met een of meer van die instellingen een wederkerigheidsakkoord gesloten zal hebben.

De volgende tekst wordt voorgesteld :

"Artikel 3 van de wet van 26 december 1956 op de postdienst, gewijzigd bij de wet van 6 juli 1971 wordt aangevuld met de volgende bepaling :

"Op de voordracht van de Minister tot wiens bevoegdheid de posterijen behoren en van de Minister van Financiën, kan de Koning binnen de grenzen en onder de voorwaarden welke Hij bepaalt :

1° het bestuur der posterijen machtigen om kasfaciliteiten aan houders van postcheckrekeningen toe te staan;

2° beslissen dat het credit- en het debetsaldo van een postcheckrekening interest kunnen opbrengen;

3° onder wederkerigheid, de uitbetaling toestaan van checks getrokken op financiële en kredietinstellingen behorend tot de categorieën welke Hij bepaalt".

.../...

Artikel 7.

Uit wat de memorie van toelichting (blz. 3) in verband met artikel 7 zegt, blijkt dat de overgangsbepaling er enkel toe strekt te voorkomen dat artikel 126 van het koninklijk besluit van 12 januari 1970 houdende reglementering van de postdienst, rechtsgrond zou missen zolang de Koning geen nieuwe maatregelen heeft genomen ter uitvoering van artikel 5 van de wet van 2 mei 1956 zoals het wordt gewijzigd door de ontworpen wet.

Om elke twijfel over de strekking ervan te voorkomen, stelle men het artikel liefst als volgt :

"Artikel 126 van het koninklijk besluit van 12 januari 1970 houdende reglementering van de postdienst blijft van kracht totdat het in artikel 5 van de wet van 2 mei 1956 bedoelde koninklijk besluit zoals het door deze wet wordt gewijzigd, in werking treedt".

La chambre était composée de

Messieurs : P. TAPIE, président de chambre,
de Heren : kamervoorzitter,

H. ROUSSEAU, conseillers d'Etat,
Ch. HUBERLANT, staatsraden,

R. PIRSON, assesseurs de la section de législation,

F. RIGAUX, assessoren van de afdeling wetgeving,

Madame : M. VAN GERREWEY, greffier assumé,
Mevrouw : toegevoegd griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. TAPIE.

Le rapport a été présenté par M. G. PIQUET, premier auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

M. VAN GERREWEY,
Greffier assumé.
Toegevoegd griffier.

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. TAPIE.

Het verslag werd uitgebracht door de H. G. PIQUET, eerste auditeur.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

P. TAPIE.